



# RETRAITES

## Après le mardi 7 septembre :

Mobilisation exceptionnelle : **plus de 2 millions dans la rue** pour dire NON à la réforme des retraites proposée injuste et inefficace pour assurer la pérennité du système de retraites par répartition.

Depuis : Le gouvernement reste sourd : les injustices demeurent. Le calendrier précipité ne permet pas d'être entendus. Les annonces de dernière minute du Président de la République ne modifient en rien le caractère injuste et inacceptable de la réforme proposée.

## Une seule réponse : poursuivre et amplifier l'action

(décision de l'intersyndicale Creuse réunie le 09.09.2010)

### lundi 13 septembre : interpellation du député Auclair :

17H30 RV sur le parking ex- Supersport à Guéret (face à Jardiland) pour covoiturage (D'autres points de départ peuvent se rajouter localement)

17H45 départ pour Aubusson

**18H45 : rassemblement devant la permanence du député Auclair** (place d'Espagne à Aubusson)

### mercredi 15 septembre : « votation citoyenne » (jour du vote par les députés du projet de loi)

**12H-14H : rassemblement devant la Préfecture de Guéret** : casse-croûte avec appel à voter et votation citoyenne

**17H30 à 19H Votation citoyenne devant la Préfecture de Guéret**

### Jeudi 23 septembre : nouvelle journée de grèves et manifestations avant le débat au Sénat

## **TOUS ENSEMBLE POUR DIRE NON**

NON au recul de l'âge d'ouverture du droit à la retraite de 60 ans à 62 ans qui , combiné à l'augmentation simultanée de la durée de cotisation, va fortement pénaliser les salariés.

NON au recul de l'âge du taux plein de 65 ans à 67 ans qui va durement aggraver la situation des salariés en particulier les femmes.

NON à ce projet de loi de réforme des retraites qui fait reposer l'essentiel de l'effort sur les salariés, ne répond ni aux questions d'emploi, en particulier des jeunes et des seniors, ni à la résorption des inégalités ni au besoin de financement. Les salariés devraient accepter de payer la facture de la crise financière et économique dont ils ne sont pas responsables. Cette réforme est donc inacceptable.